

Pour une approche anthropologique de la problématique du développement

Aissaoui Abdelhalim

Centre Universitaire de Khenchela

ABSTRACT:

While adopting development as a strategic objective, Algerian leaders have ignored that this new paradigm participates from a new world reconceptualization. They failed to understand that when focusing their energy on development endowed with a generic status, they accredited a massive operation of mythification. Their approach, both on epistemological and practical plans internalized and included the western hegemony. Their theoretical production resembles the resumption of postulates which found the European-centrism analysis but which ignores the ideological perspective which gives it its full rupture meaning.

Only critical thought in rupture with this way of thinking and action would initiate a new era built on an alternative readability. The anthropological approach could prove to be fruitful from this perspective.

المُلخَص:

إن جعل التنمية هدفا استراتيجيا، وهاجسا مركزيا دفع المسيرين الجزائريين، لإهمال حقيقة أخرى تمثل شكلا لصياغة نموذج جديد للعالم، وغاب عن فهمهم أن تركيز كل الجهود على نمط من التنمية خاضع لنموذج أساسي واحد، يسهم في خلق وهم كبير، فالمسعى المعتمد في التنمية سواء في المجال المعرفي أو الإجرائي. يخفي في ثناياه عناصر الهيمنة الغربية.

فالمنظومة النظرية التي يستند إليها هؤلاء المسيرين، تعيد إنتاج الأطروحات التي يقوم عليها التحليل الخاضع للمركزية الأوروبية، ويتجاهلون كلية دون وعي منهم آفاقها ومنظوراتها وحقائقها الدالة.

إن تجاوز هذه الإشكالية، يقوم على القيام بقراءة نقدية تقييم قطيعة مع أساليب التفكير والفعل، التي أفرزتها المركزية الأوروبية، مما يؤدي إلى فتح آفاق جديدة/ مبنية وفق مقاربة أنثروبولوجية تقوم على قراءة الواقع المحلي.

Au lendemain de l'indépendance, l'Algérie, à l'instar des autres pays anciennement colonisés qui l'ont précédée sur le chemin de l'émancipation politique, a tout naturellement intégré le développement comme axe stratégique dans ses efforts pour le renouveau national.

Assimilé à une véritable épopée et crédité de toutes les vertus bienfaitrices, le développement représentait la panacée irremplaçable et unique, pour des pays nouvellement indépendants dans leur quête d'un avenir meilleur, pour effacer les séquelles de la colonisation et accéder à un rôle actif dans le concert des nations.

Ce choix résolu, accompli dans une euphorie bienveillante et dans une unanimité complète, s'est effectué spontanément. La perspective qu'il ouvrait semblait prometteuse, ou du moins ne pouvait être que prometteuse et, de ce fait, aucun besoin de débat préalable pour montrer le bien-fondé de ce choix n'était ressenti. A aucun moment, pareille revendication n'a été exprimée et le consensus était quasi général quant à l'impératif urgent d'engager le processus de développement. Les divergences se manifestaient exclusivement au niveau des voies et moyens à mobiliser prioritairement pour avancer vers cette perspective.

Dans l'enthousiasme contagieux qui prévalait au niveau international, peu se préoccupaient du besoin d'une halte méthodologique pour interpellier le concept même de développement et le soumettre à une fouille véritable. L'analyse de son origine, des conditions historiques de son émergence et des fins stratégiques qu'il remplissait, comme l'étude de son discours et des implications dont il

était porteur, apparaissaient comme superflues et assimilées par certains à des diversions destinées à retarder davantage l'enclenchement du processus salvateur. D'autres y voyaient la main de l'étranger, soucieuse de dévoyer les efforts des jeunes nations afin de les maintenir sous leur domination à travers les formes qui sont celles du néocolonialisme.

Face à l'enjeu sociétal, aux conséquences majeures sur l'avenir immédiat et lointain de toute la société dans ses aspects multidimensionnels, une attitude plus mesurée et moins enthousiaste exprimant l'esprit de responsabilité face au destin de la nation, aurait été plus féconde.

A cet égard, l'attitude des premiers Classiques, dont la volonté affirmée de participer à la création des conditions pour la généralisation de "la richesse des Nations" ne fait pas de doute, aurait pu servir de source d'inspiration. Cette réflexion de Marshall est éloquente : « Ils étaient aussi forts par la prudence que par le courage et s'ils apparaissaient réservés, c'est parce qu'ils ne voulaient pas prendre la responsabilité de proposer des changements rapides dans des directions inconnues ».

Les responsables algériens se devaient de prendre tout le temps nécessaire afin de « fouiller ce concept, d'en dégager les fondations, de les libérer des nombreuses constructions superposées pour le révéler dans sa véritable nature pour mieux dévoiler la logique qui le sous-tend »⁽¹⁾. Dans cette perspective, un bref rappel historique des conditions de l'émergence de cette idée de développement, peut se révéler fructueux pour les besoins de notre analyse.

Elle prend racine dans le discours célèbre de Truman devant le Congrès américain en 1947, discours dans lequel il évoquera, pour la première fois, l'existence de vastes régions "sous-développées". « Du même coup et pour la première fois, sur les scènes politiques importantes surgissait une nouvelle conception du monde selon laquelle tous les peuples de la terre doivent suivre la même voie et aspirer à un but unique : le développement »⁽²⁾.

Le président américain développera des idées qui allaient imprimer une orientation nouvelle aux relations économiques internationales, à partir du moment où elles furent reprises et amplifiées sous toutes les latitudes. Elles se résumaient à affirmer que « une plus grosse production est la clé de la prospérité et de la paix [et que] la souffrance des populations de ces territoires sous-développés serait supprimée [grâce à] l'activité industrielle et à la hausse du niveau de vie »⁽³⁾.

Ces idées, à l'apparence simples et généreuses, marquaient une ère nouvelle, celle de la « course du Sud pour rattraper le Nord, et ce, dans un monde métamorphosé, du coup, en une arène économique »⁽⁴⁾, et où le « le degré de civilisation d'un pays se mesure au niveau de sa production. Plus aucune raison de restreindre la sphère du développement aux seules ressources : désormais, les hommes et les sociétés entières peuvent – doivent même – être perçus comme des objets de développement »⁽⁵⁾.

Cette césure nouvelle, voire même originale, introduite par le discours de Truman, et s'exprimant dans le schéma binaire développé /sous-développé, doté lui-même d'un caractère universel participe

d'une volonté farouche de reconceptualisation du monde. Désormais, « les sociétés du Tiers-monde n'ont pas de mode de vie différents et uniques, mais sont plus ou moins avancés sur un parcours continu dont la direction est imposée par la notion hégémonique.

Cette réinterprétation de l'Histoire mondiale n'est pas seulement flatteuse politiquement; elle est épistémologiquement inévitable. Aucune philosophie de développement n'a pu échapper à une sorte de téléologie rétroactive car, en somme, le sous-développement n'est reconnaissable que rétrospectivement, une fois atteint l'état de maturité. Le développement sans domination est comme une course sans direction; c'est pourquoi l'hégémonie occidentale était logiquement incluse dans la proclamation du développement »⁽⁶⁾.

Cette nouvelle orientation, conçue dans un cercle restreint du State Department, au cours de la seconde guerre mondiale, correspondait aux ambitions nouvelles des Etats-Unis, de création d'un ordre mondial nouveau en remplacement du pacte colonial qui s'écroulait. Les dirigeants américains changeaient d'alternative historique et ouvraient une nouvelle perspective. Ils ne concevaient pas leur hégémonie à travers la conquête et la possession de territoires, mais par l'ouverture de ces derniers à la pénétration économique. Ainsi « le développement fut le véhicule conceptuel [...] installant un nouveau type d'hégémonie mondiale »⁽⁷⁾, hégémonie imposée toujours par l'Occident.

Par leur méconnaissance des implications de cette problématique alimentée par cet arrière-plan historique, nos dirigeants ignoraient qu'ils poursuivaient une chimère. Leur fascination pour le

développement était grande et leur conviction totale quant à la possibilité de briser la domination occidentale grâce au développement. Ils ne supposaient à aucun moment qu'en empruntant un tel cheminement, ils reniaient de fait ce pourquoi ils avaient consenti de grands sacrifices, leur identité et leur être profond.

A leur insu, ils favorisaient l'occidentalisation du monde qu'ils vilipendaient par ailleurs dans des écrits véhéments. Leur démarche, au double plan épistémologique et pratique, intériorisait et incluait l'hégémonie occidentale. L'image qu'ils avaient de l'avenir de leur société n'était, en réalité, qu'une photocopie de celle que le Nord avait confectionné pour le Sud. Leur production théorique s'apparente à une reprise de postulats qui fondent l'analyse européocentriste mais qui ignore la perspective téléologique qui lui donne tout son sens. Les effets attendus dans l'amélioration des conditions économiques et sociales s'avèreront illusoire. Il ne pouvait en être autrement dans la mesure où la cristallisation de tous les efforts et la mobilisation de toutes les ressources en vue de réaliser le développement s'inscrivait merveilleusement et cadrerait fondamentalement « avec la vision occidentale du monde conçu comme une arène économique »⁽⁸⁾. Ils s'ingéniaient à « élaborer sur le sous-développement un nombre de théories exaltantes » qui étaient en réalité « le produit d'une hallucination collective »⁽⁹⁾.

N'est-il pas révélateur que la vision algérienne de développement se radicalisa à la fin des années 60, période au cours de laquelle « de profondes lézardes apparurent dans le monument du développement ? Il devint trop évident que les promesses avaient été

échafaudées sur le sable »⁽¹⁰⁾. Pour les plus optimistes, les propos tenus par le président de la Banque Mondiale en 1973, retentissaient comme une imposture et non comme un cri d'alarme.

« Malgré une décennie de croissance sans précédent du Produit National Brut, [...] les parties les plus pauvres de la population n'en ont retiré relativement qu'un petit bénéfice [...]. Ce sont surtout les 40% les plus favorisés de la population qui en ont profité »⁽¹¹⁾.

Entraînés dans le tourbillon de leurs illusions, les responsables en charge des destinées de leur peuple, refusaient obstinément d'admettre que « le développement nous pousse à voir les autres mondes sous l'éclairage stigmatisant du déficit et nous empêche d'apercevoir la richesse des autres choix possibles »⁽¹²⁾.

Le développement demeurait source d'inspiration et creuset d'un activisme débordant. La possibilité d'ouvrir un nouvel espace restait étrangère à leur corpus théorique. S'aventurer sur une pareille voie serait de l'hérésie. Est-ce à dire que les propos tenus par Gandhi en 1909 déjà : « Si l'Inde se fait un devoir d'imiter l'Angleterre, ce sera la ruine de la nation, sont une imposture »? Il voulait libérer son pays pour rendre l'Inde plus indienne alors que d'autres y voyaient le moyen de la rendre plus occidentale. Cette divergence fondamentale est toujours d'actualité.

En succombant à cette approche conceptuelle du développement, les dirigeants algériens, au-delà de leur désir sincère d'aller vers une authentique libération, faisaient la promotion de cette illusion de l'avance occidentale. Ils tournaient le dos à toutes les valeurs ancestrales qui établissaient et organisaient la spécificité et la

singularité de leur société. Ils reconnaissaient, de fait, que : « ce sont les lois de l'économie qui dominent la vie sociale et non la vie sociale qui domine l'économie »⁽¹³⁾. L'économie est propulsée au premier plan et elle éclipse toute autre réalité. En définissant un projet pour l'Algérie, « ces promoteurs du développement à tout prix n'y voient pas une société qui a une économie, mais une société qui est une économie ».

A travers l'indépendance retrouvée et les efforts d'édification nationale engagés, c'est bien un retour aux sources fondatrices de cette civilisation du 19ème siècle, née en Europe, à partir du processus de conversion des sociétés en économie nationale.

A travers le choix du paradigme du développement comme vecteur constitutif de projet national, c'est la voie ouverte à l'intrusion généralisée de la vision économiste : cette dernière a fini par tout dominer sur son passage et à établir une domination sans partage, sous des formes inconnues jusque là, des sociétés occidentales.

« Plus d'un se demandera si la conversion à une conception matérialiste du monde était maintenant le fin du fin de la sagesse historique »⁽¹⁴⁾.

Le concept de développement a servi de cheval de Troie dans ce sens et il a permis, avec le consentement des élites des pays concernés, d'accepter l'hégémonie occidentale tant il est manifeste qu'elle est organiquement incluse dans la proclamation même du développement.

En acceptant de se transformer, au lendemain de leur émancipation politique, en objet de développement, ces jeunes nations ont admis de se mettre sous les fourches caudines des pays

occidentaux Ils acceptaient comme seule perspective, celle d'une imitation de leur démarche historique en ouvrant la voie à un accès rapide aux acquisitions scientifiques et techniques considérés comme le support idéal pour prétendre à une place au sein de la «civilisation économique».

Par sa nouveauté et par son caractère généreux, le concept de développement était crédité des vertus humanistes et associé aux idées de progrès économique et social pour le plus grand nombre. Il présentait le monde qui émergerait de sa généralisation, comme celui où coexisteraient des entités équilibrées et interdépendantes, liées par des relations de coopération. Il était le substitut idéal au système d'assujettissement colonial, par sa vocation supposée à façonner des rapports qualitativement meilleurs entre les nations. Le développement apparaissait ainsi comme le vecteur approprié pour substituer un nouveau monde à celui qui prévalait jusqu'à la deuxième guerre mondiale et dans lequel primait la domination politique, apanage de la période coloniale.

En succombant aux délices d'une telle perception, les dirigeants algériens, à l'instar de leurs collègues du tiers-monde, occultaient un facteur fondamental à l'impact si préjudiciable pour la réalisation des buts qu'ils s'étaient tracés. Ils n'avaient pas accordé l'attention appropriée au fait que «c'est d'abord dans le cercle du State Department, pendant la guerre, que l'innovation conceptuelle mûrit, laissant dissoudre le progrès de la civilisation dans la mobilisation économique et intronisant le développement, devenu concept directeur. Ainsi l'image du monde a trouvé son expression concise : le degré de civilisation d'un

pays se mesure au niveau de sa production »⁽¹⁵⁾.

Envoûtés par les perspectives qui s'ouvraient et partageant une ingénuité surprenante à ce niveau de responsabilités, ces promoteurs des politiques du développement ont marqué leur adhésion aux fondements constitutifs d'une nouvelle destinée, celle où les ressources mais aussi les êtres humains et les sociétés dans lesquelles ils évoluent, changent de statut et se transforment en objet de développement.

En encensant le développement économique élevé au rang d'objectif stratégique central des ambitions de l'Etat, ils ont fait leur, un cadre global d'évolution qui ne faisait qu'asseoir l'hégémonie du monde occidental, en lui offrant de nouveaux espaces pour son élargissement et sa consolidation. Portés par un enthousiasme contagieux, ils introduisaient « la vision occidentale du monde conçu comme une arène économique »⁽¹⁶⁾. Ils reprenaient cette représentation sans en mesurer véritablement toutes les incidences. Ce faisant, ils partageaient la conviction qu'ils façonnaient une société en adéquation avec le génie créateur de leur peuple et en totale discontinuité historique avec celle à l'origine de leur état de servitude politique antérieure.

Ainsi, malgré eux et à leur insu, ils se retrouvaient empruntant le chemin dont ils voulaient s'écarter et complètement soumis aux exigences qui sont celles de cette nouvelle représentation du monde. En effet, les hypothèses fondamentales qui ont servi d'ossature à l'éclosion du concept de développement agissent en profondeur, imprégnant toutes les initiatives prises dans ce cadre général

d'interprétation de leur sceau. Du fait des choix retenus, ces pays n'avaient plus aucune faculté de se soustraire aux impératifs du modèle de référence. Ils se retrouvaient positionnés à une étape d'une histoire unique, de caractère universel, qui soumettait chaque société à sa logique infaillible.

Dans la pratique, ces responsables avaient abdiqué et admis la perte de leur substance distinctive, celle qui marque leur originalité : ils s'enfermaient eux-mêmes dans le schéma développement /sous-développement ou avancé / arriéré. Ils s'ingéniaient, dans un élan frénétique, à prendre part à une course perdue d'avance et à emprunter le chemin de ceux qui, les premiers, ont montré la voie et qui, aujourd'hui, sont en tête du peloton. En acceptant de nier leur spécificité, construite autour d'une épaisseur historique qui lui procure sa vitalité, ils confortaient l'opinion selon laquelle « le développement nous pousse à voir les autres mondes sous l'éclairage stigmatisant du déficit et nous empêche de voir la richesse des autres voies possibles »⁽¹⁷⁾.

Chez nous, l'indépendance devait rendre l'Algérie aux Algériens, autrement dit plus algérienne. Les choix de développement retenus, censés favoriser la concrétisation de ces objectifs, ont, au contraire, rendu toute la société plus occidentale. C'est là, l'issue inévitable de l'optique développementaliste choisie et qui engageait le pays dans un gigantesque effort d'acquisitions technologiques en vue d'aller vers la civilisation économique. La réalisation de cette perspective éclipait toute autre alternative.

La création d'un climat propice à une production accrue des richesses matérielles subordonnaient les autres dimensions

constitutives de la vie sociale, signifiant par là que la société dans son ensemble est appréhendée comme une économie. La société occidentale se trouve confortée dans son statut dominant : sa supériorité n'est plus une illusion mais une réalité bien tangible. L'état de développement auquel elle est parvenue est identifié à l'état de maturité vers lequel devrait s'élever toute nation soucieuse d'accéder à une place significative dans le concert des nations.

En associant exclusivement le développement aux relations techniques qui organisent la production et la répartition des richesses matérielles, les concepteurs de la voie de développement algérienne ont succombé au préjugé économiste. Partageant les postulats en œuvre dans le cadre de la dialectique nouvelle organisant la reconceptualisation du monde, ils se sont placés dans une perspective unique, celle où « ce sont les lois de l'économie qui dominent la vie sociale et non la vie sociale qui domine l'économie... »⁽¹⁸⁾.

C'est pourquoi, au-delà, de la rhétorique idéologique par laquelle ils dénoncent les méfaits du capitalisme et du modèle occidental qui lui est inhérent, ils demeurent prisonniers du prisme économiste qui en est le substrat. A leur corps défendant, ils se sont enfermés dans un cadre aux prémisses prédéterminées qui leur dicte la cohérence induite par ses postulats. La prédominance de la dimension réductionniste en est une des conséquences les plus préjudiciables pour la pertinence de la démarche qui se voit ainsi amputée de son caractère multidimensionnel et totalisant. Le résultat est édifiant car, en soumettant leur société à un diagnostic, les responsables « n'y voient pas une société qui a une économie mais une société qui est une

De fait, ils deviennent des promoteurs du legs du 19^{ème} siècle, relatif aux bienfaits de l'essor économique, considéré comme véritable support pour l'émergence d'une civilisation universelle alors que, par ailleurs, ils rendent cet héritage responsable de l'avènement du colonialisme et par conséquent de l'état d'arriération dans lequel il avait plongé le pays. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce patrimoine occidental assumait à la fois la fonction de cause et de thérapie à l'état de déliquescence économique et social du pays.

Par leur acharnement à promouvoir à tout prix des politiques de développement, ils ont aidé à l'établissement et à la domination de l'idéologie économiste sur toute l'étendue du territoire national et, du même coup, à l'élimination de toutes les structures économiques et sociales antérieures qui, elles, se distinguaient par la proximité qu'elles établissaient avec la population.

Les politiques de développement ont toutes, et chacune à sa manière, frayé la voie à l'avènement de l'ère de la rationalité, celle où le calcul économique occupe une place prépondérante dans le comportement de chacun. Cette rationalité est également accoucheuse d'une nouvelle hiérarchisation sociale par la promotion de nouvelles catégories sociales, les salariés et les consommateurs, comme acteurs essentiels.

En succombant avec volupté au mythe du développement, les dirigeants algériens, ont oublié que « toute société impérialiste voit dans l'Autre la négation de l'idéal qu'elle s'efforce elle-même d'atteindre » et qu'« elle cherche à le domestiquer en l'attirant dans le champ d'application de son idéal et en le situant dans le degré le plus bas »⁽²⁰⁾. Ils ont accepté de partager la conception totalisante selon laquelle tous

les peuples de la terre évoluaient sur une trajectoire identique et dans une direction unique. Or, la connaissance historique a bien montré que « l'idée que tous les pays du monde se meuvent sur une voie commune n'était rien de plus qu'un fantasme d'après guerre, on doit bien l'admettre. Le monde est plutôt divisé en deux : d'une part la super économie d'une classe supérieure de pays, d'autre part l'économie atrophiée d'une classe inférieure. Il ne peut plus être question que tous se meuvent ensemble dans un espace économique commun ; au contraire, les économies sont séparées l'une de l'autre comme par un mur »⁽²¹⁾.

En conséquence une légitime interrogation nous interpelle : le recours au discours dominant peut-il ouvrir la voie à la remise en cause de la domination ?

En acceptant de courir derrière le "développement", on se place dans la trajectoire voulue par l'Occident car elle lui permet de « continuer à nous imposer sa forme de développement, sa civilisation, sa façon de voir le monde et son style de rapports avec la nature, niant toutes les connaissances que nos différents peuples ont produites »⁽²²⁾.

Cette orientation intellectuelle de caractère global, dissimule un visage aux effets désastreux sur tous ceux – et ils sont nombreux – qui succombent aux bienfaits attendus et amplifiés de ce mythe.

Seule une pensée critique, en rupture avec ce mode de pensée et d'action, peut ouvrir une nouvelle ère édifiée sur une lisibilité alternative.

Ce qui n'était que doute et interrogation commençait à devenir certitude dans les années 80 qui ont montré combien la promesse, liée au développement, d'atténuer la brèche entre pays riches et pays pauvres, était utopique. En effet, en « 1960, les pays industriels étaient 20 fois plus riches que les pays pauvres; en 1980, ils l'étaient 42 fois plus. Le fossé se creuse de plus en plus »⁽²³⁾. La réalité se chargeait

d'apporter la consistance voulue aux critiques et aux appréhensions de ceux qui doutaient des vertus qui devaient être celles consubstantielles au développement. Il devenait évident que « l'entreprise elle-même apparaissait enfin dans toute sa nudité, un mythe pervers qui façonna une activité incessante et stérile, capable de détruire sans relâche des cultures et leurs alentours ; une expérimentation mondiale qui, selon l'expérience des majorités sociales, a échoué lamentablement »⁽²⁴⁾.

Il devenait plus aisé de défier le discours dominant en affirmant que « le sous-développement n'était pas une condition humaine produite naturellement mais une création de l'entreprise même du développement à laquelle nous ne pourrions mettre fin qu'en la refusant »⁽²⁵⁾.

Références bibliographiques

- 1) SACHO-CONSTANO ESTEVA, Wolfgang, Des ruines du développement, Alger, Ed. El-Hikma, p. 13
- 2) Idem, p. 14.
- 3) Extrait du discours.
- 4) Idem.
- 5) Idem, p. 16.
- 6) Idem, p. 17.
- 7) Idem, p. 17.
- 8) Idem, p. 18.
- 9) Idem, p. 19.
- 10) Idem.
- 11) Président de la Banque Mondiale.
- 12) Idem, p. 21..
- 13) Idem, p. 41.
- 14) Idem, p. 38.
- 15) SACHS, Wolfgang, Des ruines du développement, op. cit. p. 16.
- 16) SACHS, Wolfgang, Des ruines du développement, op. cit. p. 18.
- 17) Idem, p. 21.
- 18) SACHS, Wolfgang, Des ruines du développement, op. cit. p. 41.
- 19) SACHS, Wolfgang, Des ruines du développement, op. cit. p. 41.
- 20) Idem, p. 24.
- 21) SACHS, Wolfgang, Des ruines du développement, op. cit. p. 67.
- 22) Idem, p. 156.
- 23) Idem, p. 93.
- 24) ESTEVA, Constavo, op. cit. p. 92.
- 25) Idem, p. 92.